

APPEL DU CONGRES – NANTERRE 2011

La crise mondiale économique, financière, sociale, environnementale et géopolitique se traduit par des bouleversements et de profondes régressions (retraites, santé, justice...) à tous les niveaux et notamment dans l'exercice quotidien de nos activités d'universitaires.

Le soulèvement des peuples tunisien, égyptien, libyen, yéménite, syrien... est une fabuleuse vague d'espoir portée en particulier par la jeunesse, dont un grand nombre de jeunes qualifiés, exclue du travail et des sphères de responsabilité.

Le Japon a été ravagé par le séisme le plus puissant depuis 140 ans. La population est confrontée à une catastrophe nucléaire dont les conséquences dépassent les frontières. Cela interroge les choix effectués par les gouvernements successifs en matière énergétique et confirme la nécessité d'une recherche indépendante. Les exigences de développement durable et de sécurité des populations sont devenues impératives. Trouver les moyens de sortir du productivisme doit devenir un horizon atteignable.

Depuis près de dix ans, l'enseignement supérieur et la recherche sont la cible des politiques néo-libérales et autoritaires. Aggravant le « pacte pour la recherche », qui a installé l'ANR et mis en place l'AERES, la loi « LRU » et le *Grand Emprunt* font voler en éclat l'unité du service public. La confusion entre public et privé s'installe. Des pans entiers de la recherche et de la formation sont en train de disparaître.

Nos missions font l'objet d'une entreprise de dévoiement et les raisons qui nous ont conduits à devenir universitaires sont remises en question. La précarisation et la mise en concurrence des personnes et des établissements sont facteurs du délitement du service public.

Les EQUIPEX, LABEX, IDEX, IHU... établissent une ligne de démarcation entre « lauréats » et « recalés », entre universités, entre structures, entre personnels. Les tensions entre les collègues sont palpables. Ecartelés entre leurs convictions, leur attachement au service public, la poursuite de leurs travaux, et la survie leurs équipes, de leurs UMR, les enseignants du supérieur souffrent : certains sont isolés, fragilisés, d'autres culpabilisés.

Face à une telle entreprise gouvernementale, non pas d'excellence mais d'exclusion, le SNESUP appelle à promouvoir les solidarités et coopérations. Un autre mode de développement des formations supérieures et de la recherche est nécessaire. Il faut démocratiser la production et la transmission des savoirs.

Nous devons imposer pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche un autre projet qui revienne sur les destructions des dernières années, initié par les différents mouvements sociaux des personnels de l'ESR dont le SNESUP a été un élément moteur.

Le SNESUP appelle la communauté universitaire, à poursuivre sa résistance aux attaques contre ce qui fonde notre éthique universitaire : les libertés scientifiques et pédagogiques, la collégialité, la démocratie, le sens du service public...

Le congrès du SNESUP appelle tous ses syndiqués, la communauté universitaire à :

- **Mettre tout en œuvre pour sortir de la logique de la politique faussement réputée d'excellence (Idex, labex) ;**
- **Refuser l'évaluation sanction et la modulation des services ;**
- **Imposer dans les établissements le droit à la recherche et garantir le lien entre formation et recherche ;**
- **interpeller les parlementaires et les partis politiques sur l'abrogation de la LRU, du pacte recherche, de la réforme de la formation des enseignants et des concours de recrutement et sur la création d'un plan pluri-annuel de créations d'emplois statutaires ;**
- **Se battre pour résorber la précarité par un véritable plan de titularisation de tous les agents non titulaires, pour des grilles de salaire et des charges de service des enseignants contractuels alignées sur les titulaires ;**
- **Construire sans attendre 2012, les mobilisations permettant d'imposer une rupture salutaire au niveau national et européen.**

Adopté par 45 POUR, 9 CONTRE, 10 ABST, 1NPPV

Un congrès au coeur de profonds bouleversements

Le congrès du SNESUP, s'est réuni les 6, 7 et 8 avril dans les locaux de l'université Paris X - Nanterre. Il s'est tenu au coeur d'une phase de profonds bouleversements pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche mettant en péril son unité et les fondements éthiques des universitaires: les libertés scientifiques, la collégialité, la démocratie, le sens du service public...

A cette occasion, Stéphane Tassel, Secrétaire Général sortant a été reconduit dans ses fonctions à l'unanimité des votes exprimés de la CA du Snesup. Michelle Lauton, Secrétaire Générale adjointe sortante, a été acclamée par le congrès pour le travail effectué durant ces deux dernières années et plus généralement pour l'ensemble de son engagement pour le SNESUP.

Paris le 8 avril 2011.